



La spécialiste de la Turquie décrypte la politique régionale d'Ankara, alors que le Parlement doit autoriser ce jeudi son armée à intervenir chez ses voisins. En arrière-plan : la question kurde

Dorothee Schmid : « Face aux djihadistes, ambivalence et ambiguïté de la Turquie »

Proche-Orient

Sauf coup de théâtre, le Parlement turc devrait approuver ce jeudi une loi autorisant l'armée turque à intervenir en Syrie et en Irak « pour des opérations et interventions transfrontalières » face à la menace représentée par les djihadistes de l'Etat islamique. Le même texte, soutenu par le gouvernement, autorisera « les militaires étrangers » à se « positionner en Turquie pour les mêmes objectifs ». Les alliés, au premier chef les Américains, pourraient ainsi utiliser la grande base aérienne d'Inçirlik. Sur le terrain syrien, les affrontements entre djihadistes et kurdes se déroulent à la frontière de la Turquie.

Interview Jean-Dominique Merchet

La politique de la Turquie vis-à-vis de la guerre en Syrie et en Irak semble principalement dictée par la question kurde. Qu'en pensez-vous ?

La grande peur de la Turquie est le renforcement du PKK, le parti indépendantiste kurde en Turquie, à l'occasion de ce conflit. La minorité kurde représente environ 15 à 20 % de la population du pays. Le PKK est toujours considéré comme une organisation terroriste, mais un processus de paix et de règlement politique est engagé depuis mars 2013. Ce que craignent les Turcs, c'est que le PKK soit relégitimé par la coalition américaine pour son action sur le terrain. En Irak, les Occidentaux s'appuient sur les Kurdes contre l'Etat islamique et ils pourraient faire la même chose en Syrie. Cela complique la situation pour les autorités turques. Selon Ankara, le PKK reste un gros facteur de déstabilisation de toute la région. Or, avec les événements en Syrie et en Irak, le volet militaire de la question kurde revient sur le devant de la scène. Le chef de la branche militaire du PKK, Murat Karayilan, considère d'ailleurs que le processus de paix est mort.

S'entremêlent donc des considérations intérieures et extérieures ?

D'autant plus que le parti kurde DHP (lié au PKK) est un parti charnière au Parlement turc, le moins clairement dans l'opposition. Le pré-

sident Erdogan pourrait en avoir besoin pour réformer la constitution dans un sens plus présidentiel. D'où l'ambivalence et l'ambiguïté des autorités turques dans beaucoup de dossiers. On le voit également au Kurdistan irakien, où la Turquie entretient de très bonnes relations avec le gouvernement régional kurde de Masoud Barzani.

Pourtant, la Turquie va devoir trancher clairement jeudi : oui ou non à un engagement militaire chez ses voisins ?

Jusqu'à présent, le gouvernement freinait des quatre fers, car c'est un très grand tabou à lever, qui donne lieu à un vrai débat interne. La puissance militaire de la Turquie, Etat membre de l'Otan, est restée virtuelle. Dès qu'il y avait un problème, elle appelait ses alliés à la rescousse, comme on l'a vu avec le déploiement de missiles sol-air Patriot pour protéger son espace aérien face à la Syrie. La Turquie expliquait qu'elle ne pouvait pas s'engager, parce qu'elle était en première ligne et que cela la fragilisait. Comme si le fait d'être en première ligne était une justification pour ne pas agir... Depuis quelques semaines, la pression des

Etats-Unis est très forte pour que la Turquie s'engage militairement et Erdogan doit retourner sa veste. C'est le sens du vote de jeudi. S'y ajoutent de véritables menaces sécuritaires sur les 800 kilomètres de frontières avec la Syrie. Les combats se déroulent à Kobane/Ain-el-Arab, juste à la frontière. Il y a un million et demi de réfugiés syriens en Turquie et 150 000 sont arrivés en quelques jours. Les Nations unies craignent un afflux de 400 000 personnes...

La libération des 49 otages turcs détenus par l'Etat islamique à Mossoul a-t-elle donné les coudées plus franches à la Turquie ?

Encore faudrait-il connaître les conditions de cette libération miraculeuse du personnel consulaire et des forces spéciales. Or, on ne sait pas ce qu'il s'est passé et ce qui a pu être négocié.

Que pensez-vous des accusations selon lesquelles la Turquie serait complice des djihadistes de l'Etat islamique, sur les passages à la frontière ou l'achat de pétrole, par exemple ?

Le pétrole ? Tout le monde en achète en contrebande. Nous sommes dans une vaste zone de non-droit où l'économie grise se développe. De là à dire qu'il s'agit d'une politique délibérée du gouvernement, non. C'est plus compliqué ; le résultat d'une situation anarchique. Quant à la porosité des frontières, là encore, la Turquie est complètement débordée. On l'a vu avec l'épisode des trois Français renvoyés par avion à Marseille sans que les autorités françaises ne soient au courant. C'est un cafouillage, pas intentionnel. Ce n'est pas la Turquie qui importe des djihadistes, mais d'autres pays - dont la France - qui les exportent vers elle. Pour contrôler la situation, le Maroc réfléchit par exemple à demander l'instauration d'un visa pour se rendre en Turquie.

@jdomerchet



GIPA PRESS

Dorothee Schmid

Spécialiste de la Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (Ifri), elle a écrit le chapitre « Turquie du Ramsès 2015 », dans le rapport annuel de l'Ifri qui vient de paraître chez Dunod.



REUTERS

Des chars de l'armée turque ont pris position lundi à la frontière avec la Syrie, près de la ville de Suruc, dans le sud-est du pays.